



Alliance mondiale pour la participation citoyenne

e-CIVICUS

Bulletin électronique hebdomadaire gratuit au service de l'existence, l'expression et l'engagement civils

Merci d'adresser vos contributions, remarques ou questions à french@civicus.org.

11 Mai 2009

N° 437

EDITEUR

CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne

DIRECTEURS DE LA PUBLICATION

Ingrid Srinath
Devendra Tak

REDACTEUR EN CHEF

Henri Valot

COLLABORATEURS OCCASIONNELS

Mandeep S. Tiwana
Miriam Fahmy
Vicente García-Delgado
Renate Bloem

TRADUCTION

MG Denizet

e-CIVICUS

e-CIVICUS est le bulletin électronique hebdomadaire de CIVICUS. En informant des dizaines de milliers de personnes sur les derniers développements au sein de la société civile, sur ce qui prête à conséquence pour elles-mêmes et sur les impacts à prévoir, e-CIVICUS vise à l'avènement d'une société civile éclairée.

e-CIVICUS EST OUVERT A TOUTES LES CONTRIBUTIONS

e-CIVICUS est un canal que vous ou votre organisation pouvez utiliser pour partager une information, exposer les difficultés auxquelles vous vous heurtez ou encore annoncer un événement. Pour une parution dans le numéro de la semaine, adressez votre contribution au plus tard le

LE MOT DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE CIVICUS



Cher(e)s ami(e)s et collègues,

La société civile et le G192 : Des paroles aux actes

La société civile est aussi diverse que les sociétés dont nous cherchons à amplifier les voix. Il est donc impossible de donner la réponse de la société civile aux résultats de la réunion du G20 à Londres en quelques petites phrases. Néanmoins, quelques grands thèmes communs sont apparus. Le crash des systèmes financiers et la crise économique qui gronde ont complètement ruiné la prétention que le libre marché est la meilleure et la seule voie vers la prospérité et la croissance mondiale, l'équité et la justice étant mises à part. Ces crises menacent maintenant les emplois et les vies dans des pays qui sont totalement étrangers à leur genèse et qui n'ont pas la capacité d'y faire face.

[Lire la suite \(en anglais\)](#)

En toute gratitude et en toute solidarité,

Ingrid Srinath

Lettre aux Mouvements sociaux, aux réseaux non-gouvernementaux et aux intellectuels à propos de la Conférence de tous les pays (G192) sur la crise mondiale (New York, 09 avril 2009)

Cher(e)s ami(e)s,

Par ce mot, c'est un appel qui vous est adressé. Face à la situation de crise systémique et globale, le G20 a présenté une série de mesures, sans que la majorité des pays ne soient consultés. Par ailleurs, il n'a pas abordé le fond des problèmes créés par l'ensemble des crises: alimentaire, énergétique, climatique et sociale et leur application a été confiée aux organismes mêmes qui ont figuré parmi les principaux artisans de l'impasse actuelle. Or, la situation ne fait qu'empirer et tous les pays sont concernés. Pour cette raison, le président de l'Assemblée générale des Nations unies a convoqué une conférence des 192 chefs d'Etat et de Gouvernement les 1,2 et 3 juin prochains. Or, de fortes pressions sont exercées, notamment par certains pays du G20, pour que ces derniers se fassent simplement représenter par des ministres ou des ambassadeurs. Il faut donc exercer des pressions dans chaque pays pour que la participation se réalise au plus haut niveau. Les enjeux

mardi à french@civicus.org. Toutes les contributions doivent porter sur des questions relatives à la société civile ou avoir pour optique la société civile. Pour lire les consignes de rédaction, [cliquez ici](#).

REPRODUCTION DE e-CIVICUS

Les contenus de ce bulletin peuvent être traduits dans une autre langue ou reproduits dans une autre publication dans la mesure où il est dûment fait référence à CIVICUS.

CLAUSE DE NON RESPONSABILITE

Même si CIVICUS s'attache, autant que faire se peut, à ce que les contenus d'e-CIVICUS soient fiables et non sujets à caution, CIVICUS ne peut se porter garant de l'exactitude des comptes-rendus émanant de tiers, ou du bien-fondé de certaines prises de positions ou opinions. De la même façon, CIVICUS n'approuve pas nécessairement tous les points de vue que reflète le bulletin.

NOUS CONTACTER

P.O. Box 933
Southdale, 2135
Afrique du Sud
Tel: +27 11 833 5959 Fax: +27 11 833 7997

1112 16th Street NW,
Suite 540
Washington D.C.
20036 USA
Tel: +202 331-8518
Fax: +202 331-8774

SITES INTERNET:

www.civicus.org
www.civicusassembly.org

Pour voir des vidéos, en particulier les initiatives de CIVICUS à propos du Zimbabwe, [cliquez ici](#).

Pour s'abonner à e-CIVICUS ou se désabonner :
subscriptions@civicus.org

ENVOYER A UN AMI

Aimeriez-vous faire connaître ce bulletin à un ami ? Dans ce cas, merci d'envoyer son adresse électronique à subscriptions@civicus.org

SOUTENIR CIVICUS

Pour faire un don en ligne, [cliquez ici](#).

Adhérer à CIVICUS

Pour devenir membre de CIVICUS ou pour renouveler votre adhésion, [cliquez ici](#).

concernent l'avenir de l'humanité et de la planète. Il s'agit d'enclencher un processus à long terme, mais sans attendre, qui permette de dépasser les régulations pour déboucher sur des alternatives. Cela exige un engagement de toutes les forces sociales, morales et intellectuelles dans chaque pays, en commençant par une pression sur les dirigeants de la planète. Pourriez-vous donc alerter l'opinion publique, par des actes publics, des déclarations, des interviews et des articles dans les médias et d'envoyer des lettres collectives et personnelles aux autorités de vos pays respectifs, afin que la Conférence des 192 soit prise au sérieux ? Ce n'est qu'un pas dans un processus, mais il est important.

Très sincèrement vôtre,

François Houtart

Président du Conseil du Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve, Belgique)

Secrétaire exécutif du [Forum Mondial des Alternatives](#)

Représentant du Président de l'Assemblée générale des Nations unies auprès de la Commission de l'ONU pour la Réforme du système financier et monétaire.

[Consultez également : Le G192 face au G20. Les chefs d'Etat viendront-ils en juin à New York ?](#)

2009 - CIVICUS a 16 ans !

Quelques réflexions de **Kumi Naidoo, Président d'Honneur**

« En octobre 1998, lors de mon entrée ici en tant que Secrétaire général, CIVICUS n'avait que quelques années d'existence, ne comptait que quatre permanents et son activité principale était l'Assemblée mondiale.

J'ai eu la bénédiction au cours de ces un peu plus de dix années passées à CIVICUS de rencontrer un certain nombre des personnalités les plus stimulantes de tous les continents du monde. En ces temps où l'on voyait se développer le consumérisme et l'individualisme, les membres et les partenaires de CIVICUS proposaient d'autres façons de relever les défis auxquels est confrontée l'humanité. Notre façon de parer aux difficultés auxquelles se heurtent toutes les organisations de la société civile en était alors à son stade expérimental, et à la réflexion, nous avons fait certains choix stratégiques qui auraient pu être autres. Par exemple, alors que nous avons beaucoup investi dans le travail avec les organisations non-gouvernementales, nous aurions dû nous rapprocher plus des syndicats, des organisations confessionnelles, des mouvements sociaux ou d'autres expressions informelles de la société civile.

CIVICUS a eu aussi le privilège d'attirer des permanents, des volontaires, des stagiaires, des membres du Conseil, venant d'horizons les plus divers, qui majoritairement se sont impliqués avec passion et avec une fidélité indéfectible, au prix parfois d'un investissement personnel considérable en temps et en ressources. En comparant ce que je faisais et ce que faisaient tant d'autres pour renforcer la sphère de l'action citoyenne innovante, je n'ai jamais été tenté de faire toute une histoire de mon propre emploi du temps surchargé et de ma vie toujours entre deux avions.

Le rôle de CIVICUS dans la création en 2004 de l'Alliance Mondiale Contre la Pauvreté (AMCP) a constitué l'un des temps forts de toutes ces années. Même si notre propre rôle a été modeste, c'est parce que l'AMCP, probablement la plus grande coalition de la société civile ayant jamais existé, a adopté la vision de CIVICUS d'une société civile mondiale unie qu'elle a pu se focaliser sur le nombre considérable des points sur lesquels il y avait unité tout en admettant et en respectant les désaccords sur le plus petit nombre de points sur lesquels il y avait divergence d'opinion,

La décision en 2004 de donner un thème permanent à nos Assemblées mondiales a aussi constitué un tournant pour CIVICUS. Le choix du thème « AGIR ENSEMBLE POUR UN MONDE PLUS JUSTE



Le Bulletin mensuel de Civil Society Watch

Le Bulletin mensuel de Civil Society Watch de CIVICUS est un bulletin électronique orienté action qui est adressé à plus de 7 400 personnes. Il comporte des interviews, un point sur les menaces contre la société civile et des analyses de situations. Pour en savoir plus : www.civicus.org.

La chaîne CIVICUS sur YouTube : 'Time 2 Act'. [Cliquez ici](#).



CIVICUS lance sa campagne d'adhésion 1 pour 1

Êtes-vous l'un des 84 manquants ?

Une adhésion à CIVICUS par État membre des Nations Unies, tel est l'objectif de la campagne d'adhésion 1 pour 1 de CIVICUS, [cliquez ici](#).

», nous a placé délibérément du côté de ceux qui au sein de la société civile œuvrent pour la justice environnementale, la justice de genre, la justice économique et sociale et la justice tout court.

Malheureusement les quelques dernières années de mon temps à CIVICUS ont été marquées par un rétrécissement de l'espace de la société civile dû principalement à la dite « guerre contre le terrorisme ». Le programme Sentinelle de la Société Civile de CIVICUS nous a permis de défendre la société civile dans les endroits où elle était menacée, parfois avec de nets succès, souvent avec des succès plus limités, ceci parce que les pays supposés promouvoir la démocratie se sont autorisés à pratiquer la torture, à violer les droits humains et à enfreindre les lois. Certains leaders politiques de pays ayant moins de traditions démocratiques en ont profité pour se permettre de faire fi des pressions extérieures et d'étouffer la société civile, et il faudra quelques années pour inverser cette tendance.

Je suis profondément reconnaissant aux membres, aux supporters, aux partenaires, aux donateurs, au personnel, aux stagiaires, et aux volontaires pour leurs apports à CIVICUS et pour toutes les occasions d'apprendre qu'ils m'ont procurées à CIVICUS. Même si les combats qui nous attendent sont gigantesques, je pense que CIVICUS sous la houlette stimulante d'Ingrid Srinath, notre Secrétaire générale est bien placée pour jouer un rôle de plus en plus influent dans la défense et la promotion de l'action citoyenne progressiste et innovante.

En ce seizième anniversaire de CIVICUS, nous avons la certitude que nous contribuons à l'avènement de plus de justice et d'équité pour ceux qui vivent la pauvreté, ceux qui souffrent de la répression, et ceux qui continuent à agir en privé pour le bien public.

Merci à tous, »

Kumi



[Devenez un fan de CIVICUS Facebook](#) et soyez informés de nos activités en temps réel !



[Rejoignez le groupe CIVICUS sur Facebook](#) et engagez-vous avec d'autres alliés de CIVICUS !



Assistez à nos vidéos en cliquant [ici](#)

Les lecteurs nous écrivent

e-CIVICUS va publier certaines des lettres de ses lecteurs – et de ses visiteurs sur le site Internet de CIVICUS – dans une nouvelle section intitulée « Les lecteurs nous écrivent ». Merci de ne pas être trop long (entre 50 et 200 mots) et d'inscrire la mention « Les lecteurs nous écrivent » dans l'en-tête ou le corps de votre message. Vous pouvez l'adresser à french@civicus.org ou à editor@civicus.org

ABONNEZ-VOUS À e-CIVICUS - DEVENEZ L'UN DE NOS COLLABORATEURS

Grâce à e-CIVICUS des dizaines de milliers de personnes et d'organisations sont tenues informées des nombreux développements intervenant dans la société civile à travers le monde. Le but d'e-CIVICUS est de stimuler ceux qui luttent pour un monde plus juste et d'amplifier leurs voix. En tant qu'abonné, vous connaissez la valeur que peut apporter e-CIVICUS à votre travail.

L'abonnement est gratuit, pourquoi ne suggéreriez-vous pas à vos amis de s'abonner ? Ils peuvent envoyer un courriel à subscriptions@civicus.org ou remplir directement le [formulaire d'abonnement](#). Vous pouvez aussi nous envoyer leurs adresses électroniques et nous les contacterons en votre nom.

Merci d'envoyer vos contributions au plus tard le mardi à editor@civicus.org. Toutes les contributions doivent porter sur des questions relatives à la société civile ou avoir pour optique la société civile.

NOUVELLES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Première victoire dans le dossier des Biens mal acquis : la plainte de TI France jugée recevable

Source : Transparence International France

Transparence International France et Sherpa saluent la décision de la doyenne des juges d'instruction qui s'est prononcée en faveur de la recevabilité de la plainte visant les conditions dans lesquelles un très important patrimoine immobilier et mobilier a été acquis en France par les chefs d'Etat Omar Bongo (Gabon), Denis Sassou N'Guesso (Congo-Brazzaville) et Teodoro Obiang (Guinée équatoriale). Cette plainte avec constitution de partie civile avait été déposée par TI France et Grégory Ngbwa Mintsa, citoyen gabonais, le 2 décembre dernier. Cependant, seule TI France s'est vue reconnaître le droit d'agir. Avec cette décision, la doyenne des juges d'instruction permet l'ouverture d'une information judiciaire et la désignation d'un juge d'instruction. Il appartiendra à ce dernier de déterminer dans quelles conditions le patrimoine visé a été acquis et celles dans lesquelles les très nombreux comptes bancaires identifiés par les services de police ont été alimentés. Selon Daniel Lebègue, Président de TI France, il s'agit d'« une décision historique qui augure de la fin de l'impunité pour les dirigeants corrompus dans le monde. Ce succès, nous le dédions aux millions de victimes de la corruption qui, du fait de ce fléau, souffrent quotidiennement d'une déficience d'accès aux services de base tels que l'eau, la santé ou l'éducation. » [Télécharger le communiqué TI France/Sherpa du 6 mai 2009](#)

Russie. Entré en fonction il y a un an, le président Medvedev n'a pas amélioré la situation en matière de droits humains

Source : Amnesty International Belq

En Fédération de Russie, les autorités ne se sont guère efforcées d'améliorer la situation des droits humains, qui s'est même dégradée dans certains secteurs, a constaté Amnesty International un an après l'engagement pris par le président Dimitri Medvedev de respecter et protéger les droits humains et les droits des citoyens. Au début de la présidence de Dimitri Medvedev, Amnesty International lui a adressé une note mettant en lumière les questions relatives aux droits fondamentaux auxquelles il doit faire face en Fédération de Russie. Cette note est restée sans réponse. Un an plus tard, l'organisation dresse le bilan des évolutions en matière de droits humains au cours de l'année. Elle constate qu'en dépit de certaines mesures initiales, la situation a empiré dans plusieurs domaines. L'impunité règne tant pour les atteintes aux droits humains imputables aux responsables de l'application des lois que pour les attaques visant les militants de la société civile, les journalistes et les avocats, compromettant l'épanouissement d'une société civile solide. [Lire la suite](#).



Réunion à Rome des représentant de la société civile au G8

Source : Agenzia Nazionale Stampa Associata (ANSA)

Le maire de Rome, Gianni Alemanno, a déclaré ce lundi qu'il essaierait d'organiser une réunion entre les leaders du Groupe des Huit pays et les représentants de la société civile lors du prochain sommet du G8, cet été. Parlant lors de la réunion internationale « Dialogue entre la société civile et le G8 » à Rome, Alemanno a insisté sur l'importance que la société civile puisse être entendue lors des délibérations. Le « Dialogue entre la société civile et le G8 » qui est maintenant traditionnellement au programme des préparatifs des sommets du G8 réunit des délégués de la société civile internationale et d'organisations non-gouvernementales pour dresser la liste des questions à discuter avec les leaders du G8. *Pour plus de*

précisions, [cliquez ici](#).

Areva au Niger : Imouraren, un désastre annoncé, selon le Collectif "Areva ne fera pas la loi au Niger"

Source: Survie

Le 4 mai 2009, Areva et les autorités nigériennes ont inauguré l'exploitation uranifère d'Imouraren, le plus grand projet industriel jamais envisagé au Niger. Plus importante mine d'uranium d'Afrique et deuxième au monde, Imouraren devrait voir se prolonger le scandale de l'exploitation de l'uranium nigérien. Le Collectif "Areva ne fera pas la loi au Niger" s'inquiète des conditions de mise en œuvre de ce projet, au niveau écologique, économique et du respect des populations. En effet, Areva, anciennement Cogema, exploite l'uranium au Niger depuis 1968, exploitation qui ne contribue ni au développement du pays ni à l'amélioration du niveau de vie des Nigériens et qui a des conséquences sanitaires et sociales désastreuses pour la population locale (à majorité touareg) et pour l'environnement.

[Pour en savoir plus](#)

Communiqué du réseau des employés des organismes internationaux à Madagascar

Source: Topmada

Devant le contexte désastreux que traverse Madagascar depuis le mois de janvier 2009 et de l'extrême détérioration de la situation ces derniers jours, devant les droits bafoués des patients et des blessés, devant les tueries et les traitements inhumains faites à nos compatriotes, devant les violences répressives et inadéquates de l'armée, le réseau des employés des organismes internationaux luttant pour la légalité, la défense des droits de l'homme et la liberté d'expression regroupant des citoyens malgaches qui travaillent dans tous les organismes internationaux présents à Madagascar et à l'étranger (bailleurs de fonds, ambassades et consuls, ONG internationales, Nations Unies, agences de coopération, Multinationales, etc), décide de publier ce communiqué. [Lire la suite](#).

Burundi - Abolition de la peine de mort

Le président burundais Pierre Nkurunziza a promulgué le 22 avril la loi réformant le code pénal, dans lequel la peine de mort est désormais abolie. Plusieurs organisations membres de la Coalition mondiale ont salué ce progrès important dans la région des Grands Lacs africains, l'un des principaux fronts de la lutte contre la peine capitale. Pour les activistes qui ont lutté pour son abolition, la peine de mort a longtemps servi d'instrument de domination des Tutsis sur les Hutus. Ils ont toutefois regretté que la révision du code pénal impose dans le même temps la criminalisation de l'homosexualité. [Lire la suite](#).

375 millions de personnes victimes des conséquences du changement climatique en 2015 : l'aide internationale doit s'adapter de toute urgence

Source: Coordination Sud

Chaque année, près de 250 millions de personnes en moyenne subissent les conséquences de catastrophes dites « naturelles ». Entre 1998 et 2007, 98 % d'entre elles ont été touchées par des catastrophes liées au climat comme des sécheresses et des inondations et non par des événements autres comme les séismes. Dans son rapport intitulé Le droit de survivre, Oxfam international estime que l'accélération du changement climatique ne fera qu'aggraver cette tendance au-delà de 2015 et appelle les pays riches à s'engager dès aujourd'hui à réduire les émissions de gaz à effet de serre. [Plus d'information](#).

La société civile africaine demande une mobilisation sur le commerce des armes

Source: SUD QUOTIDIEN

Le Réseau d'Action sur les armes légères en Afrique de l'Ouest (Rasalao) en appelle à une mobilisation générale afin que l'Afrique se présente à la tribune des Nations Unies par une même voix forte. [Lire la suite](#).

Birmanie - Les ONG voient l'espace humanitaire se rétrécir

Source: La Croix

Il y a un an, malgré les réticences initiales de la junte à accepter l'aide internationale, certains organismes humanitaires espéraient que le typhon Nargis inciterait le régime à plus d'ouverture envers les ONG. Un an plus tard, il semble qu'il n'en soit rien. Au contraire, « l'espace humanitaire est en train de se resserrer », résume Alena Koscalova, chef de mission de Médecins sans frontières-Suisse. [Lire la suite](#).

Colombie - les ONG suisses mettent des conditions

Les ONG suisses exhortent Berne, qui investit chaque année 7 millions de francs pour les droits de l'homme et l'humanitaire dans ce pays, à mettre des conditions à la ratification de l'accord de libre-échange entre l'AELE et Bogota. [Lire la suite](#).

Togo - Les membres de la Commission "Vérité, Justice et Réconciliation" bientôt connus

Source: Xinhua

Le Premier ministre togolais Gilbert Houngbo a sollicité jeudi, des responsables des organisations de la société civile et du Conseil national de la jeunesse, de proposer des personnalités susceptibles d'être nommées membres de la Commission "Vérité, Justice et Réconciliation". M. Houngbo a discuté à cet effet notamment avec les responsables du Conseil consultatif des femmes du Togo (CCoFT), de l'Association islamique pour l'éducation de la femme (AIEF), du Réseau des femmes africaines ministres et parlementaires (REFAMP), de Groupe de réflexion femmes, droits, développement et démocraties (GF2D) et le Réseau des organisations de la société civile pour l'observation électorale (ROSCOE). [Pour en savoir plus](#).

Bangladesh - Une augmentation de capital de la BAD qui n'aidera pas les pauvres

Source: IRIN

Les organisations non-gouvernementales (ONG) ont critiqué la décision prise par la Banque asiatique de développement (BAD) de tripler son capital, affirmant que les projets financés par l'organisme avaient fait plus de mal que de bien aux communautés qu'ils visaient à aider. [Lire la suite](#).

Afghanistan – Retour en arrière pour les droits des femmes

Source: Secours Catholique

La loi sur la famille signée en mars dernier dans la plus grande discrétion par le président afghan, Hamid Karzai, entraîne une régression pour les femmes afghanes. La communauté internationale et de la société civile réagissent vivement à ce texte. [Lire la suite](#).

Cameroun - Dans son analyse de la loi de finances 2009, Dynamique citoyenne décrie des incohérences

La question se pose dans le titre de la note d'analyse de la loi de finances 2009 faite par Dynamique citoyenne. Budget 2009 : faut-il parler d'incertitude ou d'irréalisme ? Cette coalition des organisations de la société civile camerounaise note que « le budget ou la politique budgétaire est perçu comme l'outil pertinent pour encadrer le développement économique, politique et social. Ce qui suppose une certaine objectivité et une réelle adéquation entre les recettes fiscales et les dépenses publiques, question de montrer la volonté voire la détermination du gouvernement à répondre aux besoins prioritaires et urgents des populations, lesquels besoins sont aujourd'hui malheureusement noyés dans l'expression « lutte contre la pauvreté » ». [Lire la suite](#).

Sénégal - Protection sociale : Momar Talla Kane invite la société civile à aider à "forger un consensus fort"

Le président du Conseil des organisations non gouvernementales d'appui au développement (CONGAD), Momar Talla Kane, a souligné mardi à Dakar la nécessité pour la société civile de contribuer à "forger un consensus fort autour de la protection sociale". Abordant le rôle de la société civile dans la protection sociale lors d'une journée d'information à l'intention des médias sur cette question, M. Kane a estimé que les organisations de la société civile doivent "assurer un plaidoyer autour de cette préoccupation". Ainsi, elles "doivent participer à la formulation notamment" des programmes de protection sociale au seul profit des personnes les plus pauvres", a-t-il dit. [Lire la suite](#).

Sénégal - Crise dans l'Education : des ONG et les parents d'élèves appellent à l'apaisement

La Coalition des ONG et des syndicats pour l'éducation pour tous demande aux enseignants et à l'Etat de revenir à de meilleurs sentiments pour l'intérêt de tous. En conférence de presse ce mercredi 29 avril, les camarades de Silèye Gorbali Sy ont demandé à l'Etat de respecter ses engagements et aux organisations syndicales des enseignants d'être moins radicales. [Lire la suite](#).

L'économie sociale et solidaire s'organise en Suisse romande

Source : Agoravox

Les 8 et 9 mai ont eu lieu les premières rencontres du réseau vaudois d'économie sociale et solidaire (ESS) à Pully (Suisse). Des réseaux d'économie sociale et solidaire existent dans de nombreuses régions de France, d'Espagne, d'Italie, et dans d'autres pays d'Europe... Après le canton de Genève, ce sont les acteurs du canton de Lausanne qui s'organisent en réseau. Petite description du contexte en Suisse, et rappel des initiatives et valeurs de l'économie sociale et solidaire, qui pourrait bien constituer une pièce maîtresse de réponse à la crise actuelle. [Pour en savoir plus](#).

Biotechnologies : experts et société civile français réunis au sein d'un Haut Conseil

Le ministre français de l'Ecologie Jean-Louis Borloo a présenté le Haut Conseil des Biotechnologies (HCB), une instance mêlant experts et représentants de la société, avec pour mission d'éclairer les politiques sur des sujets souvent aussi « pointus » que polémiques, comme les OGM. Issu du « Grenelle de l'environnement », le HCB, créé par la loi sur les OGM, sera un « outil unique en Europe et apparemment unique au monde de par sa conception, son mode de fonctionnement et son ambition », a déclaré M. Borloo devant la presse. Le HCB est composé de deux comités - l'un scientifique, l'autre, économique, éthique et social -, le deuxième devant émettre des « recommandations » complétant les « avis » du premier. [Pour en savoir plus](#).

LÉGITIMITÉ, TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

« Les ONG doivent reconnaître leurs erreurs et demander des excuses à l'Algérie »

Source: La Nouvelle République, Algérie

Me Farouk Ksentini au forum de la Télévision a affirmé : « Ces ONG considèrent les terroristes comme des démocrates et depuis elles n'ont jamais cessé de juger à tort notre pays. Ce n'est que depuis le 11 septembre 2001 qu'elles ont mis un tout petit peu d'eau dans leur vin sans toutefois reconnaître qu'elles ont eu tort et persistent dans leur entêtement. » [Lire la suite](#).

Association "Mère Teresa pour les Enfants" - Amalgame et business de la charité

Source: La Vie

Derrière l'association qui se réclame de Mère Teresa se cachent en réalité des spécialistes de la pub et du marketing. Attention, cette ONG n'a rien à voir avec les Missionnaires de la charité, la congrégation de la religieuse béatifiée en 2003. [Lire la suite](#)

IMPLIQUEZ-VOUS !

Toutes les campagnes des organisations de la société civile,
sur Choike.org (anglais et espagnol)
[cliquez ici](#)

L'actualité des mouvements sociaux par le Forum Mondial des Alternatives
[cliquez ici](#)

Les ONG européennes de solidarité internationale appellent à voter contre la pauvreté

Source : Coordination Sud

Les ONG européennes de coopération au Développement lancent une campagne dans toute l'Europe afin de mettre en évidence le rôle de l'Union européenne dans le monde et d'encourager les gens à voter aux élections européennes du 4 au 7 juin. Baptisée "10Days4Development" (10 jours pour le développement), cette campagne encourage les électeurs à demander aux candidats députés ce qu'ils ont l'intention de faire, s'ils sont élus, pour promouvoir la solidarité internationale et lutter contre le changement climatique. La campagne se déroule du 9 au 18 mai. *Pour plus de précisions, cliquez ici*

Zéro Expulsions aux Palestiniens, MAINTENANT : Appel à la solidarité internationale

Source : Alliance Internationale des habitants

Nous, associations d'habitants, réseaux internationaux, groupes de volontaires, ONG, agences publiques, citoyens du monde, exprimons notre indignation et dénonçons la politique constante d'Israël concernant les expulsions et les démolitions menées à l'encontre du peuple Palestinien : à la fois les Palestiniens de 1948 (citoyens d'Israël) et les Palestiniens de 1967 (dans les Territoires Palestiniens Occupés). Ces démolitions et expulsions violent clairement les lois internationales. [Action contre la faim.](#)

LA DIPLOMATIE NON-GOUVERNEMENTALE

Eléments d'introduction : le rôle des plates-formes nationales d'ONG

Source: [Forum international des plates-formes nationales d'ONG](#)

Les plates-formes nationales d'ONG regroupent en leur sein la majeure partie des ONG (de solidarité, d'urgence de développement et d'environnement) qui œuvrent au quotidien auprès des populations les plus marginalisées. Elles sont par conséquent les mieux outillées pour saisir les impacts de la mondialisation, les causes de la pauvreté, du mal-développement et les conséquences directes des politiques publiques menées par les institutions nationales, régionales et internationales.

Afin de témoigner des réalités observées sur le terrain par leurs membres, les plates-formes nationales d'ONG, dans le cadre de leurs activités de plaidoyer, assurent un travail de veille, de suivi des négociations régionales et internationales intergouvernementales, de dialogue et de pression auprès de leur gouvernement et des institutions concernées. En tant que représentantes d'une grande partie du secteur non gouvernemental de leur pays, les plates-formes nationales d'ONG interagissent souvent en tant qu'interlocutrices privilégiées de leur gouvernement. Elles sont par conséquent à même d'influencer de manière efficace les positions défendues par leur pays sur les grands enjeux du développement.

La rubrique « Diplomatie non gouvernementale » du Centre de ressources international présente des documents de positions, de recommandations, d'analyse et de contre-expertise promus par une ou plusieurs plates-formes nationales, sur les grands enjeux régionaux et internationaux. Ces documents permettent une mise en valeur de la diversité des voix des sociétés civiles organisées tant du Nord que du Sud, sur des thématiques aussi diverses que le financement du développement, le suivi du G8 et de l'OMC, les droits humains, la préservation de l'environnement, etc. [Pour en savoir plus.](#)

ACTUALITÉ DE L'ENGAGEMENT AUPRÈS DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Conférence sur le racisme : Des ONG sanctionnées pour chahut

Source: ONU

Plusieurs participants à la conférence de l'ONU sur le racisme en qualité de représentants d'ONG ont perdu leur badge pour avoir troublé lundi la conférence pendant le discours du président iranien

Mahmoud Ahmadinejad. La Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Navi Pillay, a pris ces mesures « en raison du comportement perturbateur inacceptable de plusieurs ONG à Genève, en violation des règles de la conférence. » [Pour en savoir plus.](#)

Nouveau numéro de l'Infolettre du Service de liaison des Nations Unies avec les ONG

Dans ce numéro, vous trouverez, entre autres, des informations sur les événements onusiens récents et à venir, les initiatives et projets intéressant les organisations de la société civile (appels à projets, partenariats, bourses, etc.) et les nouvelles publications de l'ONU [Infolettre, Numéro 25, mai 2009.](#)

Implication des ONG dans les projets de la Banque mondiale

Source: Le Quotidien, Dakar

La vice-présidente des opérations pour l'Afrique de la Banque mondiale, Mme Obiageli Ezekwesili qui s'entretenait avant-hier, en vidéoconférence, avec des ONG de quatre pays africains dont le Sénégal, voudrait que les organisations de la société civile revoient leur structuration afin d'améliorer leurs relations avec la Banque, dans le cadre des projets qu'elle finance dans les pays en voie de développement. [Lire la suite.](#)

Mali: Séminaire de la Banque mondiale et de la société civile

Source: Banque Mondiale/African Press Organization (APO)

Dix-huit représentants d'Organisations de la Société civile (OSC) malienne ont pris part le 22 avril dernier à Bamako, à un séminaire d'une journée sur la responsabilité sociale. Les participants dont les deux principales centrales syndicales maliennes, trois des plus grands réseaux d'ONG et le Conseil national des jeunes se sont dans un premier temps familiarisés avec les notions d'appui budgétaire, de gouvernance en rapport avec le travail de la Banque mondiale et les questions environnementales dans les interventions de l'institution. [Lire la suite.](#)

PROFILS

MEMBRE : L'Institut pour la Démocratie et la Médiation (IDM)

Fondé en novembre 1999 à Tirana, Albanie, l'Institut pour la démocratie et la médiation (IDM) est une organisation indépendante, non-gouvernementale qui s'attache à renforcer le secteur de la société civile en Albanie, à contribuer à la consolidation d'une bonne gouvernance et à la mise en place de politiques inclusives via un renforcement des compétences, des études innovantes, des analyses et des évaluations. Sa vision est une Albanie munie d'institutions plus fortes et plus démocratiques, et où la conscientisation du public et la participation des citoyens soient plus développées. L'IDM s'efforce de favoriser l'établissement de relations de confiance entre les politiques et les citoyens dans le but d'édifier une société prospère et démocratique favorable à une intégration euro-atlantique. Pour réaliser ses objectifs stratégiques l'IDM privilégie les activités qui vont au-delà des projets ponctuels et sans lendemain. Il participe sans relâche au combat pour renforcer le partage des valeurs et les interactions efficaces entre le large éventail des politiques et le non moins large éventail des non-politiques en Albanie. L'Institut a contribué à des avancées notables dans les domaines suivants : la consolidation de la société civile et la promotion de processus de décision inclusifs, les études sur la sécurité et la gouvernance du secteur de la sécurité, la coopération régionale, l'intégration à l'UE et à l'OTAN, la décentralisation, la gouvernance locale et la participation des communautés de base. *Pour en savoir plus, [cliquez ici.](#)*

L'Institut de recherche et débat sur la gouvernance

L'Institut de recherche et débat sur la gouvernance est un réseau de réflexion basé à Paris, avec une antenne à Bogota. Sa vocation est d'animer et d'alimenter le débat sur la gouvernance grâce à la production d'expertise, la mise en place de modules de formation, l'organisation de séminaires, l'accumulation et la diffusion de documents (site web et publications) afin d'aider à l'élaboration des politiques publiques et des programmes de développement, mais aussi d'identifier de nouveaux champs d'étude. Pour ce faire, l'Institut fonde ses méthodes de travail sur des bases

interdisciplinaires, par le croisement des apports de spécialistes des sciences politiques, de l'anthropologie, de l'économie, du droit, etc. ; inter-acteurs, par la mise en lien des milieux de la recherche, de ceux de la fonction publique nationale et internationale, des entreprises, des organisations de la société civile, des autorités traditionnelles et religieuses... et *interculturelles* : en reliant des réseaux de chercheurs et de praticiens des cinq continents, l'Institut donne à voir la diversité des réponses culturelles aux questions de gouvernance. [Pour en savoir plus](#).

[D'autres profils](#)

LIVRES, RAPPORTS & RESSOURCES

L'aide étrangère détruit l'Afrique

Source: Slate.fr - Francis Fukuyama

Entre 2002 et 2008, la croissance de l'Afrique sub-saharienne a repris, soutenue comme la plus grande partie de la planète par la flambée des matières premières et les investissements chinois. C'est ainsi que s'est achevée l'une des ères les plus consternantes de l'histoire récente du continent, une période qui a duré toute une génération et pendant laquelle la plupart des pays de cette région ont connu une chute de leurs revenus par habitant, parfois à des niveaux que l'on n'avait plus vus depuis la fin du colonialisme. Ce redressement signifie pour les Africains que de nouvelles opportunités sont envisageables, mais l'incroyable chute des cours des matières premières de l'an dernier, conséquence de la récession mondiale, laisse deviner la fragilité de cette transformation. Il n'apparaît pas non plus que le moindre virage politique ait été pris. Les années de croissance ont vu le déchaînement d'une guerre épouvantable en République Démocratique du Congo, qui a fait plus de 5 millions de victimes, d'un autre conflit, plus circonscrit mais tout aussi dévastateur, dans le nord de l'Ouganda, ainsi qu'une catastrophe humanitaire au Darfour et la continue tragédie du Zimbabwe de Robert Mugabe. En Occident, les causes des échecs du développement africain et leurs remèdes ont surtout fait l'objet de débats entre hommes blancs, comme Jeffrey Sachs et William Easterly, respectivement défenseur et ennemi de l'aide extérieure massive. Sachs s'est assuré le soutien de célébrités comme Bob Geldorf, Bono et Angelina Jolie. Il est donc rafraîchissant de disposer d'une analyse nouvelle par deux femmes africaines, la Kenyane Wangari Maathai et la Zambienne Dambisa Moyo. [Lire la suite](#)

L'Africain et son histoire

Source : Pambazuka - Venance Konan

Madame Ségolène Royal, la candidate malheureuse à la dernière élection présidentielle française est donc allée à Dakar nous demander pardon, à nous les Africains, pour les propos qu'avait tenus dans cette ville le président Nicolas Sarkozy en 2007. Propos, qui, tout le monde le sait, nous étaient restés en travers de la gorge. Elle nous a donc dit que ce n'est pas vrai que nous passons nos journées à regarder le soleil se lever et se coucher, que ce n'est pas vrai que nous ne sommes pas entrés dans l'histoire, qu'au contraire c'est nous qui avons fait l'histoire et continuerons de la faire, et qu'en gros sans nous le monde n'existerait pas ou ne tournerait pas rond. [Lire la suite](#)

Burkina-Faso - Rencontre sur l'alternance : Discours d'ouverture de Zéphirin Diabré, Président du forum des citoyens de l'alternance

« Ce forum procède d'une démarche un peu particulière. Il se veut d'abord et avant tout une rencontre citoyenne et militante, fondée sur un comportement de profonde humilité, et organisée dans l'esprit de gens qui veulent apprendre en commun pour mieux agir. Il est le fait de femmes et d'hommes, qui se sont liés par aucun lien associatif, qui n'appartiennent pas à un même parti politique, dont certains sont engagés en politique, d'autres dans la société civile, venant d'horizons socioprofessionnels divers, qui ne partagent donc pas forcément la même philosophie, et qui se sont retrouvés autour de la question de l'alternance. C'est donc un mouvement informel de masse. Il n'est pas une rencontre d'organisations politiques ou de la société civile pour débattre de la démocratie au Burkina Faso. Il est d'abord et avant tout une école pour ses membres. Les membres de ce

mouvement sont habités par la conviction très profonde, que toute démocratie reste inachevée tant qu'elle n'a pas produit une alternance. Notre démocratie appartient à cette catégorie. Observateurs attentifs de l'évolution de leurs pays, les membres de ce mouvement de masse sont interpellés par des signaux persistants d'un malaise profond, qui, selon eux, traduit une soif d'alternance dans notre pays. Cette soif se nourrit d'abord des insuffisances et des échecs de notre politique de développement, dont la caractéristique principale est son incapacité notoire à éliminer la pauvreté. »

Migration : La position du Secours Catholique

Source: Secours Catholique

Parce que le Secours Catholique est un acteur du développement et intervient dans le domaine des migrations, il demande aux pouvoirs publics et aux responsables politiques ou économiques de respecter leurs engagements et les accords internationaux, d'améliorer leurs politiques d'immigration et d'accueil et de renforcer la cohésion de leurs décisions en matière de migration et de développement. « Nous demandons également [aux gouvernements] de ne pas se servir des accords de coopération comme monnaie d'échange ou moyen de pression pour un contrôle égoïste des flux migratoires. Ce qu'il faut combattre, ce n'est pas la migration mais l'absence d'alternative pour les candidats au départ. Nous défendons l'idée d'une migration circulaire qui permette aux personnes de partir et revenir chez elles en confiance. Ce qui est différent d'une aide au retour définitif », explique Daniel Verger, directeur de l'action internationale. Dans le cadre de sa campagne Action Internationale, le Secours Catholique sensibilise son réseau à cette problématique pendant les mois de mai et juin. [Pour en savoir plus](#)

Voir également: [Les migrants, véritables acteurs de développement](#)

Madonna, la madone du Malawi

Source: Slate.fr

A la surprise générale, Madonna a échoué dans sa deuxième tentative d'adoption d'un enfant du Malawi. Le 3 avril un tribunal de Lilongwe, la capitale de ce petit pays d'Afrique australe, a dit non à la pop star américaine. La juge a estimé que la fillette, Mercy Chifundo James ne vivait plus dans la pauvreté depuis son admission dans un orphelinat du Sud du pays. « Il serait tentant d'abandonner toute prudence et d'autoriser l'adoption dans l'espoir de changer la vie d'un seul enfant, a ajouté la magistrate, mais en ôtant toute protection pour nos enfants, les tribunaux pourraient favoriser le trafic de mineurs par certains individus qui profiteraient des faiblesses du système ». (...) Une partie de l'opinion s'agace des séjours de Madonna au Malawi : « A chaque fois qu'elle débarque chez nous, cela nous fait de la mauvaise publicité. Elle nous amène toujours des ennuis », explique Grace, une enseignante. « Les gens ont bien compris que Madonna a toujours autant besoin de publicité et qu'elle est prête à la faire sur le dos du Malawi », estime William, professeur de lettres à Blantyre. Mais que les fans de Madonna se rassurent : ce « feuilleton africain » pourrait connaître un « happy end » pour la belle pop star. Ses avocats ont fait appel de cette décision de justice. Et une partie de l'opinion publique les soutient. A l'image de James Taulou, citoyen malawite, qui estime que son pays « ne peut pas se permettre de refuser la générosité de Madonna et qu'il ne peut empêcher celle-ci d'offrir une vie meilleure à des enfants ». Beaucoup de Malawites veulent juste rappeler à la star qu'elle doit tenir compte de leur avis et des lois du pays. « Mais au final, nombre d'entre eux, sont favorables à l'adoption par Madonna », estime Rex Chikoko, journaliste et blogueur à Blantyre. Le gouvernement par la voix de sa porte-parole Patricia Kaliati, a d'ailleurs exprimé sa « tristesse » après cette décision de justice. Les autorités ont affirmé qu'elles soutenaient les efforts de Madonna pour adopter un second enfant. Il faudra beaucoup de ténacité aux « petits juges » pour résister longtemps à la pression du pouvoir. [Lire la suite](#)

CONFÉRENCES & ÉVÉNEMENTS

1er Forum Régional de Coordination de l'Action de la Société Civile : Quelles stratégies, pour quelles mises en œuvre ?

Les 20 et 21 Mai prochains aura lieu à Tanger le 1er Forum Régional de Coordination de l'Action de la

Société Civile, Quelles stratégies, pour quelles mises en œuvre ?, organisé par le Conseil Régional de Tanger-Tétouan en partenariat avec le Programme ART GOLD Maroc-PNUD et avec l'appui du Centre Régional d'Investissement. *Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).*

L'essor de la « société civile » dans le monde musulman contemporain - Paradoxes et convergences

Journées d'études des 14-16 mai 2009 à Rome organisées par le Dipartimento di Studi Storici, Geografici, Antropologici, Università degli Studi Roma Tre et le Groupe Sociétés, Religions, Laïcités (GSRL - CNRS-EPHE), avec le soutien de l'Ecole Française de Rome. *Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).*

Collège de France - Chaire annuelle-Savoirs contre pauvreté - Esther Duflo

Séminaire sur l'Évaluation des politiques de développement

Au cours des dix dernières années, une nouvelle approche de l'étude du développement économique et de la pauvreté s'est développée : l'approche expérimentale. Les politiques de lutte contre la pauvreté sont évaluées avec la rigueur des essais cliniques lors d'expériences pilotes avec assignation aléatoire. Idées nouvelles et solutions anciennes sont évaluées sur le terrain, ce qui permet d'identifier les politiques efficaces et celles qui ne le sont pas. Ce faisant, nous améliorons notre compréhension des processus fondamentaux qui sont à l'origine de la persistance de la pauvreté. Avec la méthode expérimentale, la science et la lutte contre la pauvreté se renforcent mutuellement.

Lundi 8 et le mardi 9 juin 2009, de 9 heures à 18 heures

Collège de France, Paris

Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).

Forum public de l'OMC 2009 : "Problèmes mondiaux, solutions mondiales : Vers une meilleure gouvernance mondiale", Genève, Suisse

Les discussions qui se tiendront dans le cadre du Forum public s'articuleront autour des thèmes suivants:

1. apporter des solutions mondiales aux problèmes mondiaux: la voie à suivre pour améliorer la gouvernance mondiale;
2. rôle de l'OMC et du Cycle de négociations de Doha face à la crise financière actuelle;
3. incidence de la crise économique mondiale sur les pays en développement, en particulier les PMA, et rôle du financement du commerce; et
4. principaux défis que le système commercial multilatéral doit relever; réflexions sur le programme de travail de l'OMC après la crise.

Du 28 septembre 2009 au 30 septembre 2009

[Présentation du Forum sur le site web de l'OMC](#) (où vous trouverez également le formulaire d'appels à propositions)

APPELS À CONTRIBUTIONS ET PROJETS

Prix de la fondation POWEO

La fondation POWEO lance le "prix de la fondation d'entreprise POWEO", avec l'objectif d'encourager les initiatives les plus innovantes pour qu'émergent les outils énergétiques de demain. Le prix récompense la création ou le développement de petits opérateurs privés africains qui produisent ou distribuent de l'énergie d'origine renouvelable, ou qui améliorent l'efficacité énergétique en faveur des plus défavorisés en Afrique sub-saharienne.

Date limite de dépôt des dossiers : 30 septembre 2009. *Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).*

PPR - Fondation d'Entreprise pour la Dignité et les Droits des Femmes

La Fondation poursuit deux objectifs : la lutte contre les violences à l'égard des femmes et l'aide au développement au bénéfice des femmes et plus largement celui de leurs familles et de leurs communautés. *Plus d'informations :*

[Site de la Fondation](#)

[Exemples de projets](#).

OFFRES D'EMPLOIS

Cette semaine il a été ajouté sur le site Internet de CIVICUS une page consacrée aux offres d'emploi dans la société civile. [Cliquez ici](#).

Si vous souhaitez faire paraître une nouvelle annonce, cliquez sur [Add job](#). Veuillez ne pas omettre d'indiquer la date limite de réception des candidatures.

LES OFFRES DE LA SEMAINE

OPAL Support Coordinator

Date limite de réception des candidatures : 22 mai 2009

Oxfam: IFIS International division Oxford

Lieu : Oxford, England

Pour plus de précisions, [cliquez ici](#).

Directeur/Directrice - Programme Governance participative

Date limite de réception des candidatures : 29 mai 2009

CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne

Lieu : Johannesburg, Afrique du Sud

Pour plus de précisions, [cliquez ici](#).

Chargé(e) de mission - Programme Indice de la société civile

Date limite de réception des candidatures : 15 mai 2009

CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne

Lieu : Johannesburg, Afrique du Sud

Pour plus de précisions, [cliquez ici](#).

Chargé(e) de mission - Programme Sentinelle de la société civile

Date limite de réception des candidatures : 15 mai 2009

CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne

Lieu : Johannesburg, Afrique du Sud

Pour plus de précisions, [cliquez ici](#).

Directeur/Directrice - Programme Sentinelle de la société civile

Date limite de réception des candidatures : 15 mai 2009

CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne

Lieu : Johannesburg, Afrique du Sud

Pour plus de précisions, [cliquez ici](#).

CONTACTER e-CIVICUS

e-CIVICUS est une publication en ligne gratuite qui permet à des dizaines de milliers de personnes, d'organisations et de programmes d'être informés des nombreux développements ou facteurs qui touchent la société civile et de leurs impacts sur la création d'un monde plus juste.

Nous attachons la plus grande importance à vos remarques et à vos suggestions. Merci de les adresser à : Equipe de rédaction à french@civicus.org.

Se désabonner : Pour mettre fin à votre abonnement à e-CIVICUS, vous permettre de retrouver votre mot de passe, ou modifier vos options d'abonnement, [cliquez ici](#).